

Témoign de la transition démocratique aux côtés de M. Béji Caïd Essebsi

Moëz SINAOU
Entretien avec le PNUD

M. Moëz Sinaoui, 50 ans, est diplomate. Le 28 février 2011, jour de la nomination de M. Béji Caïd Essebsi comme Premier ministre de transition en remplacement de M. Mohamed Ghannouchi, poussé à la démission par le mouvement Kasbah II, il est en poste à Barcelone siège de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Il décide alors de quitter temporairement ses fonctions et rejoint le cabinet du nouveau chef du Gouvernement qu'il connaît à peine, en tant que chargé de communication. Témoin privilégié de cette période, il évoque avec émotion son expérience aux côtés de M. Caïd Essebsi durant les neuf mois qui ont précédé l'installation du Gouvernement de la Troïka en novembre 2011, à la suite de victoire d'Ennahdha aux élections du 23 octobre 2011 et la constitution d'une majorité avec le CPR (Congrès pour la République) et Ettakatol (Forum démocratique pour le travail et les libertés). A la fin de la mission de M. Caïd Essebsi, lorsque les élections ont lieu à la tête de ce Gouvernement de transition qui a mené le pays aux élections, M. Sinaoui, réintègre son poste au sein de l'UPM, avant de rejoindre à nouveau le cabinet de M. Caïd Essebsi en décembre 2014 après son élection à la Présidence de la République.

La relation entre l'actuel Président de la République et son conseiller en communication est donc celle de deux hommes de deux générations successives, l'un compagnon de route de la première heure du Président Bourguiba, l'autre né sous la longue présidence du père de l'indépendance de la Tunisie et collaborateur dès le départ de celui auquel a été confiée la délicate mission de mener à bien la première partie de la transition démocratique de la Tunisie post-révolutionnaire. Ces deux hommes ne se connaissaient pas au départ mais se sont fait confiance et ne se sont plus quittés. Chez M. Sinaoui, transparait aujourd'hui une véritable admiration pour l'actuel Président de la République qu'il a côtoyé de très près et avec lequel il continue de travailler aujourd'hui. Il lui attribue à travers ses propos le rôle le plus déterminant dans le succès de la transition démocratique qui a conduit la Tunisie à ses premières élections libres et dans lequel il voyait non seulement « le Père » mais le « Grand-père de la Tunisie ». Cette expression, loin d'être péjorative à travers l'allusion à l'âge avancé de son mentor, mêle respect pour l'homme d'Etat et reconnaissance pour le travail accompli. Il raconte...

L'aventure commence à la Kasbah sur fond de manifestations ininterrompues qui avaient pris une tournure tragique avec la mort de plusieurs manifestants lors des derniers jours du mois de février 2011.

Avant la fuite du président en place Zine El Abidine ben Ali vers l'Arabie Saoudite, le soulèvement populaire de Sidi Bouzid jusqu'à la capitale a coûté la vie à 69 Tunisiens. Après le 14 janvier 2011, 269 personnes ont été tuées selon le rapport de commission nationale d'investigation présidée par Taoufik Bouderbala. La colère contre « l'ancien système » était grande et le statu quo politique était ébranlé. Un mouvement général de jeunes venus de plusieurs villes du Sud et des villes intérieures de la Tunisie s'est dirigé vers la place du gouvernement à la Médina de Tunis : la Kabsbah. Du mois de janvier jusqu'à mars, les

revendications principales ont été « l'effondrement du système » puis « la mise en place d'une Assemblée Nationale Constituante ».

Dans un contexte très tendu, le 27 février 2011, c'est au Palais de Carthage que le nouveau Premier ministre âgé de 85 ans et son nouveau conseiller âgé de 45 ans, se retrouvent, et non sur la place de la Kasbah où campent sans discontinuer depuis plus d'un mois et demi les manifestants qui refusent de mettre fin à leur mouvement. Ils ont cependant obtenu le départ du Premier ministre, M. Mohamed Ghannouchi, rejeté pour avoir occupé les mêmes fonctions durant onze ans aux côtés du dictateur déchu.

La mission du nouveau Premier ministre est alors articulée autour de trois axes principaux : désamorcer la crise, restaurer la sécurité et mener le pays aux élections. Quant à son conseiller en communication, il a pour tâche la transmission du message du Premier ministre auprès d'une population en ébullition, qui craint de se voir « voler sa Révolution ».

M. Sinaoui a alors été particulièrement marqué par la détermination de M. Caïd Essebsi et la façon dont il a su donner le tempo aux ministres du Gouvernement du Premier ministre sortant qu'il était disposé à garder dans son Gouvernement, en leur énonçant leur feuille de route avec trois priorités : le retour au calme, la restauration de la sécurité et l'organisation des élections. Le nouveau Premier ministre ne procédera qu'à un seul changement de son propre chef qu'il jugeait indispensable : il nomme M. Habib Essid au Ministère de l'Intérieur, sans doute le ministère le plus sensible eu égard à la fois à la situation sécuritaire incertaine et au passif de ce ministère sous l'ancien régime. M. Essid, qui, à la suite des élections de 2014 et la double victoire de Nida Tounès aux législatives et de M. Caïd Essebsi à la présidentielle, sera le Chef du Gouvernement de M. Caïd Essebsi, a selon lui « l'expérience nécessaire pour ce poste ». Haut fonctionnaire, « fin connaisseur de l'administration », doté d'une « expérience gouvernementale », M. Essid a surtout été directeur de cabinet au ministère de l'intérieur, même s'il a occupé cette fonction lors d'une période sombre, marquée par les persécutions de la classe politique et de la société civile, dans les années 1990.

Mais en dehors des objectifs qu'il fixe aux ministres du Gouvernement Ghannouchi pour demeurer dans son Gouvernement, M. Caïd Essebsi pose une exigence non négociable. Il exige que les ministres de son Gouvernement s'engagent à renoncer à se présenter aux futures élections afin de faire preuve de davantage d'impartialité et de neutralité, indispensables pour conserver la confiance des différents partis politiques. C'est ainsi que deux démissions seront enregistrées « avec fracas », celles de deux figures-phares de l'opposition à Ben Ali : M. Ahmed Brahim, ministre de l'enseignement supérieur, secrétaire général d'Ettajdid et M. Ahmed Néjib Chebbi, ministre du développement régional, secrétaire général du Parti démocrate progressiste (PDP). Quelques mois plus tard, M. Yassine Brahim, ministre de l'équipement décide, à son tour, de quitter le Gouvernement BCE afin de se consacrer à la construction du parti de tendance libérale qu'il vient de créer, Afek Tounès. Il respectera cependant l'engagement pris en intégrant le Gouvernement BCE de ne pas se présenter aux élections de l'Assemblée nationale constituante.

Pour M. Sinaoui, cette attitude de M. Béji Caïd Essebsi lors de la formation de son Gouvernement représente pleinement le pragmatisme de l'homme : suffisamment ouvert pour accepter de travailler avec des ministres déjà en postes dans le Gouvernement sortant, sans connaître, d'après lui, la plupart d'entre eux, mais également, très ferme sur les conditions posées pour travailler avec lui. Sa politique se fonde alors sur une conviction double. Il est nécessaire de restaurer la confiance des partis politiques et de l'opinion publique dans l'Etat, mais il faut également nommer un homme d'expérience au poste

jugé le plus sensible, à savoir le portefeuille de l'Intérieur. Il tient ces positions quand bien même la nomination d'un homme du système Ben Ali, en la personne de M. Habib Essid, est susceptible de déclencher l'hostilité de l'opinion publique et des principaux partis politiques ayant pignon sur rue, décidés à éradiquer du paysage politique toutes celles et tous ceux qui ont occupé des postes à responsabilité sous l'ancien régime.

M. Sinaoui rappelle à ce propos que les accusations lancées à l'égard de M. Caïd Essebsi comme cherchant à favoriser le retour de figures de l'ancien régime n'ont pas manqué. Lui, les balaye d'un revers de main, en rappelant le parcours de son mentor. Il évoque son passé de « fidèle de Bourguiba ». Il le dispense de tout rapprochement avec l'ancien régime autoritaire de Ben Ali en rappelant qu'il a occupé des fonctions importantes sous la présidence de Ben Ali durant une année seulement, et ce en tant que Président de la Chambre des députés, avant de démissionner et de se retirer de la vie politique à l'âge de 66 ans, un âge où, en politique, les ambitions peuvent encore s'exprimer pendant quelques années.

Aux premiers jours de M. Sinaoui aux côtés du nouveau Premier ministre de transition, la liberté de manifester était toute nouvelle, car avant le 14 Janvier, les manifestations des partis politiques étaient inexistantes à cause la répression et du régime du parti unique qui excluait tout multipartisme et toute liberté d'expression politique. A la Kasbah, un événement historique se déroulait. Outre les manifestants qui occupaient la Place du Gouvernement, des partis autrefois interdits d'« être et d'exercer », occupent enfin l'espace public, occupation hautement significative pour la transition politique en cours. Il s'agit notamment du parti Ennahdha, enfin légalisé le 1er mars 2011, et du parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), présidé par M. Hamma Hammami, légalisé le 18 mars de la même année.

Le nouveau gouvernement Essebsi doit régir une situation inédite après des décennies de vide politique où les opposants n'avaient même pas le droit de se réunir, de s'exprimer ou même d'exister. L'occupation de l'espace public à la Kasbah, place du pouvoir par excellence, devient symbolique. L'hymne national est entonné à longueur des journées par les manifestants et prend une autre dimension. La bataille a lieu entre « ces traites » de la nation et ses « grands », morts pour la patrie.

« Que ne vive point en Tunisie quiconque la trahit.

Que ne vive point en Tunisie qui ne sert pas dans ses rangs !

Nous vivons et mourons pour l'engagement,

La vie des Augustes ou la mort des Grands ! »

M. Sinaoui confiera avoir été particulièrement impressionné par la détermination du nouveau Premier ministre de transition, lorsqu'il dira aux membres de son Gouvernement et de son cabinet, contraints de se réunir au Palais présidentiel à Carthage, en raison de l'impossibilité d'accéder au Premier ministère à la Kasbah, que, s'il ne parvient pas à accéder à la Kasbah sous une semaine, il considère qu'il n'a pas sa place à ce poste faute d'avoir pu asseoir son autorité. En un coup de force, pour « récupérer ce territoire », M. Caïd Essebsi s'est rendu à la Kasbah, demandant aux manifestants d'évacuer la place, celle-ci a été évacuée sans trop de heurts et la Gouvernement est parvenu à accéder au Premier ministère. Le symbole est là et le travail peut donc commencer. Pour M. Sinaoui, il est clair que la personnalité de M. Caïd Essebsi a fait la différence, convaincu que peu d'autres hommes ou femmes politiques

auraient pu désamorcer de la sorte la crise qu'ils avaient face à eux.

Cet épisode illustre pour M. Sinaoui la difficulté d'amorcer le dialogue avec l'ensemble des forces politiques présentes dans les mouvements de protestations, à commencer par les islamistes d'Ennahdha et le PCOT, même si d'autres formations semblent moins intransigeantes et plus ouvertes. M. Sinaoui a alors la mission de dialoguer avec l'ensemble d'entre elles et a eu le privilège de rencontrer la plupart des responsables politiques dans son bureau, en vue de recueillir leurs opinions, leurs conseils et leurs demandes à l'égard du Gouvernement. Des moments qui ne s'oublient pas. M. Sinaoui rend alors compte de ses rencontres avec les représentants des partis politiques et souligne le choix judicieux de M. Caïd Essebsi d'établir d'emblée un dialogue avec l'UGTT, à la légitimité et au soutien populaire incontestables.

La mission confiée à M. Sinaoui est également d'organiser la communication du Premier ministre de transition et, donc, de mener les relations avec la presse nationale et étrangère, ainsi qu'avec les rencontres avec les officiels et chefs d'Etat et de Gouvernements étrangers. Il est alors décidé que seraient organisés deux points-presse hebdomadaires, les mardis et les vendredis à 11h. Et, à chaque fois, la presse est au rendez-vous, les journalistes écoutent le Premier ministre et posent leurs questions, signe que cette liberté nouvelle commence à prendre forme. La presse étrangère est également reçue à échéance régulière ou sur demande. Enfin, M. Sinaoui souligne avoir été aux côtés du Premier ministre de transition lors de chaque réception d'un hôte de marque étranger et de tous ses déplacements à l'étranger. Il cite, à ce titre, la rencontre qui fut pour lui la plus marquante, à savoir l'entretien de M. Béji Caïd Essebsi avec le Président américain Barack Obama : à cette occasion, M. Béji Caïd Essebsi s'est plu à lui raconter comment il avait lui-même côtoyé certains de ses prédécesseurs à la Maison Blanche ou d'autres grands de ce monde alors qu'il était ministre du Président Bourguiba et notamment son Ministre des Affaires étrangères. Un moment marquant, à n'en pas douter.

Mais, M. Sinaoui rappelle que la suite n'a pas été toujours de tout repos, même après cette première semaine mouvementée. Il cite notamment un épisode qui l'a marqué, auquel il attribue, une fois de plus, l'heureux dénouement à la détermination sans failles du Premier ministre, celui qu'il qualifie de « mutinerie » et de « forfaiture » d'une partie des forces de l'ordre : certains gardes nationaux menés par le chef de la Garde nationale en personne qui, bien que chargés d'assurer la sécurité du Premier ministre, de son entourage et de son Gouvernement, ont ouvert les portes du Premier ministère un jour où se tenait le Conseil des ministres, avec le risque de le voir investi par des manifestants hostiles. Les membres du Gouvernement et du cabinet, inquiets pour leur sécurité, ont alors été forcés de quitter le Premier ministère par une porte dérobée. M. Caïd Essebsi, qui envisageait de faire une intervention publique à la télévision en vue d'obtenir l'appui de la population, a alors décidé seul, sur le moment, d'aller rencontrer les membres des forces de sécurité manifestant à la Kasbah, tout en étant conscient du risque qu'il prenait pour sa propre sécurité. En allant à leur rencontre, il a alors tancé les manifestants membres de forces de l'ordre d'un très ferme : « Que voulez-vous ? ». Et, après une brève discussion, les choses ont, une fois de plus, fini par rentrer dans l'ordre. Pour M. Sinaoui, M. Caïd Essebsi a prouvé, là encore, qu'il était l'homme de la situation. Et sa conviction de demeurer à ses côtés n'en a été que renforcée.

Au-delà de ces épisodes retracés par M. Sinaoui illustrant, à son sens, l'intuition de M. Caïd Essebsi à prendre les bonnes décisions au bon moment sans tergiverser, et parfois

seul contre tous, la réussite de la transition démocratique doit, selon lui, beaucoup au pragmatisme de son mentor. M. Béji Caïd Essebsi, malgré son souci d'affirmer son autorité, pouvait le conduire à accepter une décision n'ayant pas ses faveurs, lorsque celle-ci apparaissait comme la plus à même de dénouer une crise. L'exemple le plus significatif est sans doute le choix d'opter pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante (ANC) plutôt que pour une révision de la Constitution de 1959, option que M. Caïd Essebsi jugeait pourtant préférable. Mais cette option n'avait ni les faveurs de la majorité des partis composant la Haute instance de la transition démocratique pour la réalisation des objectifs de la Révolution (HIROR), ni manifestement celles de l'opinion publique s'exprimant dans la rue et réclamant une nouvelle constitution à élaborer par une assemblée élue, comme symbole de la rupture avec le passé.

C'est encore dans un souci d'apaisement que le Premier ministre de transition s'est donc rallié à la solution de l'élection d'une nouvelle constitution à rédiger par une assemblée constituante élue ; solution proposée par l'HIROR et onze des principaux partis politiques qui avaient signé une déclaration limitant à un an la durée de vie de cette assemblée (à l'exception du CPR). Le Premier ministre restait néanmoins convaincu que cette option prendrait plus de temps qu'une révision de la Constitution de 1959, dont il avait la conviction qu'elle représentait une bonne base de départ. De la même manière, M. Caïd Essebsi, aurait préféré éviter de partir d'une feuille blanche, option qui aurait également pris plus de temps. Mais tel ne fut pas le choix de l'ANC une fois élue, dans lequel il se garda bien de s'immiscer. M. Sinaoui retient d'ailleurs de M. Caïd Essebsi, l'image d'un homme très attaché au droit, à la légalité et au formalisme juridique, en raison de sa formation de juriste et de sa longue pratique du métier d'avocat, et pour lequel sa légitimité découlait de sa fonction, le temps de l'accomplissement de sa mission.

Enfin, la capacité à amorcer un dialogue dans des situations apparemment très compromises, de savoir temporiser lorsque les désaccords se manifestaient, et de parvenir à un résultat inespéré au départ, apparaissent aux yeux de M. Sinaoui comme des traits caractéristiques d'une « méthode BCE » qui a marqué sa façon de faire et a conduit à des résultats au-delà de toutes les espérances, tant les divergences d'opinions entre parties rivales ne permettait pas de penser à l'aboutissement d'un accord. Pendant la période où il assumait les fonctions de Premier ministre de transition, la décision de l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE) de reporter les élections de l'ANC initialement fixées aux 24 juillet 2011, a impliqué de choisir une nouvelle date. M. Sinaoui confie alors que la proposition de l'ISIE s'était portée sur le 16 octobre, mais que le choix du 23 octobre avait été celui du Premier ministre, soucieux d'affirmer son autorité. Et qu'il l'avait imposé dans ce but précis.

Cette capacité à mener et à faire aboutir un dialogue dans des situations compromises, M. Sinaoui la voit également chez M. Caïd Essebsi dans le dialogue amorcé avec l'Union générale Tunisienne du travail (UGTT), d'abord pour tenter de ramener un semblant de paix sociale lorsqu'il est Premier ministre. Il la voit également lorsque M. Béji Caïd Essebsi se retrouve chef du parti Nida Tounès et, quasiment de fait, chef de l'opposition dans des négociations fort difficiles. Ces négociations le mettent face à M. Rached Ghannouchi, chef du parti islamiste Ennahdha, et à l'UGTT et son secrétaire général, M. Houcine Abassi, comme principal médiateur. Elles ont pour but de dénouer la crise du Bardo lors de laquelle les députés de l'opposition quittent l'Assemblée et entament un sit-in durant trois mois, à la suite de l'assassinat de leur collègue, Mohamed Brahmi, perpétré six mois et demi après celui de Chokri Bélaïd. Pour M. Sinaoui, la réussite de

ces négociations entre MM. Caïd Essebsi et Ghannouchi et cette médiation de l'UGTT ont prouvé que les Tunisiens étaient capables de mettre l'intérêt national au-dessus de tout autre chose et a permis à la Tunisie de ne pas connaître un scénario catastrophique à l'égyptienne.

Enfin, aujourd'hui, alors que M. Béji Caïd Essebsi occupe les fonctions de Président de la République, cette méthode qui a porté ses fruits continue d'être la sienne : réunir les partis politiques ou les partenaires sociaux autour d'une table pour amorcer un dialogue, temporiser si nécessaire en l'absence de résultat immédiat, et revenir à la table de négociation avec des positions assouplies chez chacun et la perspective d'aboutir à un accord. Celui qui a choisi de rester un témoin privilégié de l'aventure tunisienne au centre des arcanes de la Présidence à Carthage, après avoir connu celle du Premier ministre à la Kasbah, a sans doute encore bien des choses à raconter.